

Sécurité et détente : Dimensions historiques et problèmes actuels de la politique de sécurité ouest-allemande

Security and Détente — Historical Dimensions and Current Problems of West German Security Policy

Hans-Dieter Lucas

Volume 15, numéro 3, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701699ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701699ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lucas, H.-D. (1984). Sécurité et détente : Dimensions historiques et problèmes actuels de la politique de sécurité ouest-allemande. *Études internationales*, 15(3), 509–531. <https://doi.org/10.7202/701699ar>

Résumé de l'article

Against the background of the latest vehement discussions in West-Germany on the implementation of the NATO twin-track-decision this article analyses the current concepts of security and détente presented by the main political forces as well as their historical dimensions.

The Christian Democrat/Liberal government pursues a pragmatic Atlanticist security policy, which is based largely upon Adenauer's principles such as exclusive definition of West German interests in the framework of the Alliance, rejection of one-sided disarmament and nuclear disengagement. Nevertheless, the government Kohl has adopted the main instruments of the new "Ostpolitik" in order to establish the calculability of West German policy in East and West. Détente is no considered as a political aim in itself.

The Social Democrat concept of a security partnership with the East is strongly influenced by the principles and methods underlying the new "Ostpolitik". This concept aims at the creation of a denuclearized zone in Central Europe in order to facilitate a real détente between East and West. An optimistic view or détente appears to be an essential element of the political identity of the SPD.

The ideas of the Greens and the "Peace Movement" - unilateral disarmament, creation of a denuclearized zone, renunciation on "first Use" - are variations of the pacifistic concepts already developed in the 1950's. The main reason for the formation of the "Peace Movement" is a change in West German political culture involving above all the younger population.

SÉCURITÉ ET DÉTENTE: ASPECTS HISTORIQUES ET PROBLÈMES ACTUELS DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ OUEST-ALLEMANDE

Hans-Dieter LUCAS*

ABSTRACT — Security and Détente — Historical Dimensions and Current Problems of West German Security Policy

Against the background of the latest vehement discussions in West-Germany on the implementation of the NATO twin-track-decision this article analyses the current concepts of security and détente presented by the main political forces as well as their historical dimensions.

The Christian Democrat/Liberal government pursues a pragmatic Atlanticist security policy, which is based largely upon Adenauer's principles such as exclusive definition of West German interests in the framework of the Alliance, rejection of one-sided disarmament and nuclear disengagement. Nevertheless, the government Kohl has adopted the main instruments of the new "Ostpolitik" in order to establish the calculability of West German policy in East and West. Détente is no considered as a political aim in itself.

The Social Democrat concept of a security partnership with the East is strongly influenced by the principles and methods underlying the new "Ostpolitik". This concept aims at the creation of a denuclearized zone in Central Europe in order to facilitate a real détente between East and West. An optimistic view or détente appears to be an essential element of the political identity of the SPD.

The ideas of the Greens and the "Peace Movement" — unilateral disarmament, creation of a denuclearized zone, renunciation on "first Use" — are variations of the pacifistic concepts already developed in the 1950's. The main reason for the formation of the "Peace Movement" is a change in West German political culture involving above all the younger population.

Neutralisme, nationalisme, pacifisme — ces trois « ismes » expriment l'inquiétude que ressentent les partenaires de l'Allemagne de l'Ouest au sein de l'OTAN quant à la fidélité de la République fédérale envers l'Alliance depuis l'apparition du « Mouvement pour la paix » (« *Friedensbewegung* ») en 1980. Ces craintes, que le « Mouvement pour la paix » n'a fait que ranimer, sont aussi vieilles que l'Alliance et découlent de la nature particulière de la position politique et stratégique de l'Allemagne de l'Ouest: tout en étant la pierre angulaire politique, économique et géostratégique de l'Alliance, celle-ci a également — du fait que l'autre État allemand

* Professeur à l'Université de Bonn.

soit membre du bloc de l'Est – des rapports très étroits et uniques avec l'Europe de l'Est. Au risque d'exagérer, on peut affirmer que l'engagement de l'Allemagne de l'Ouest envers l'Est revêt la forme d'un devoir national. Cette anomalie politique a toujours placé la politique étrangère ouest-allemande devant un dilemme entre des intérêts conflictuels: d'une part, protéger ses propres intérêts de sécurité et satisfaire ceux de ses Alliés par son intégration à l'OTAN et aux Communautés européennes, et, d'autre part, promouvoir la politique de détente avec l'Est, indispensable à tout progrès en vue de la réunification allemande. Cette polarisation entre la sécurité et la détente fut et demeure un problème fondamental de la politique allemande et européenne.

Les débats passionnés sur la double décision de l'OTAN, qui se sont répercutés dans toute l'Allemagne depuis 1980, prouvent que cet antagonisme ne pose pas seulement un problème de politique étrangère, mais touche également à la culture politique de l'Allemagne de l'Ouest dans son entier. La double décision de l'OTAN et le problème politique qu'elle représente – la définition de la sécurité et de la détente – a entraîné une mobilisation de masse sans précédent dans l'histoire de la République fédérale. Ceci, ainsi que les positions actuelles très différentes des principaux partis – les Chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et les Sociaux-démocrates (SPD) – sur les questions fondamentales reliées à la politique de sécurité ainsi qu'à l'apparition d'un nouveau parti écologique et pacifiste – les « Verts » nous amènent à nous demander si le consensus qui existait entre les principales forces politiques au sujet de la politique de sécurité ouest-allemande n'a pas été détruit. Cet article tente de faire la lumière sur cette question en analysant les conceptions de sécurité et de détente qui font actuellement l'objet de discussions de même que les facteurs qui ont influencé leur développement. Comme un simple inventaire des thèses qui s'affrontent à l'heure actuelle ne contribuerait pas à une véritable compréhension des problèmes que pose l'élaboration de la politique étrangère ouest-allemande, nous avons cru utile de commencer notre analyse par un retour sur les décisions et les conceptions qui ont influencé les politiques étrangères de la République fédérale depuis 1949 et qui ont un rapport direct au débat actuel. Il faut souligner que la période très étendue couverte par cette étude exige l'adoption d'une approche analytique.

I – LES FONDEMENTS HISTORIQUES DU DÉBAT ACTUEL: SÉCURITÉ ET DÉTENTE DANS L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE OUEST-ALLEMANDE D'ADENAUER À SCHMIDT

A — Le concept de l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans le système occidental du « containment » d'Adenauer

Le sort de la politique de sécurité ouest-allemande depuis 1949 a été déterminé essentiellement par le concept de l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest à l'Ouest, conçu par son premier chancelier, le chrétien-démocrate Konrad Adenauer (1949-

1963), lorsque l'Allemagne de l'Ouest était encore occupée par les Alliés¹. Cette thèse reposait sur des objectifs qui se révélèrent par la suite incompatibles: d'une part, assurer la sécurité et la souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest et, d'autre part, parvenir à la réunification pacifique d'une Allemagne libre. Les méthodes employées par Adenauer pour atteindre ces objectifs étaient largement déterminées par sa perception du système international d'après 1945. Il croyait avant tout que l'Union soviétique menait une politique expansionniste d'hégémonie en Europe centrale – enracinée dans ses principes idéologiques et son rôle traditionnel de grande puissance européenne – politique qui posait une menace directe aux démocraties occidentales. Ce fut cette évaluation de la politique soviétique qui fit d'Adenauer un partisan si fervent de la politique du « containment » militaire et politique. Il était persuadé qu'un véritable « containment » de l'influence soviétique en Europe ne serait possible que si les démocraties occidentales – celles-ci incluant l'Allemagne de l'Ouest et, plus tard, une Allemagne réunifiée – regroupaient leurs forces dans le cadre d'une fédération européenne. La sécurité militaire de la fédération ouest-européenne – et donc de l'Allemagne de l'Ouest – aurait été assurée par une coopération étroite avec le pouvoir protecteur des États-Unis. Une telle communauté européenne atlantique aurait contribué non seulement à réaliser des intérêts politiques communs, mais aurait aussi représenté et protégé les valeurs et la culture de la civilisation chrétienne occidentale².

Suivant ce « Grand Dessein », Adenauer atteignit le premier de ses objectifs de politique étrangère – la sécurité et la souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest – par l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans les Communautés européennes (1952, 1957) et à l'OTAN (1954). La participation de l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN résolvait les problèmes de sécurité découlant de la position géostratégique de l'Allemagne, les Alliés occidentaux s'étant expressément engagés à garantir la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest par les Accords de Paris de 1954. Ceux-ci prévoyaient également la reconnaissance de la souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest, même si les Alliés gardaient la responsabilité légale de toute l'Allemagne et de Berlin. Ces décisions permirent aux Alliés occidentaux d'assurer leurs intérêts de sécurité en regard de l'Allemagne de l'Ouest et résultèrent également en un élargissement considérable du champ d'action de l'Allemagne de l'Ouest.

Bien entendu, l'intégration rapide et définitive de l'Allemagne de l'Ouest dans le système occidental de « containment » avait des conséquences ambivalentes. Elle contredisait surtout le second objectif d'Adenauer, la réunification de l'Allemagne, parce que l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans l'Alliance occidentale construisit presque automatiquement à l'intégration de l'Allemagne de l'Est dans le Pacte de Varsovie et le COMECON (1955). Bien qu'Adenauer ait continué à croire

1. Pour une analyse de la politique étrangère d'Adenauer, voir surtout les travaux récents de H.P. SCHWARZ, *Die Ära Adenauer (1949-1957)*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981 et *Die Ära Adenauer (1957-1963)*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1983. Les essais publiés sous la direction de W. Hanrieder, *West German Foreign Policy (1949-1979)*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, sont également utiles.

2. H. P. SCHWARZ, « Adenauer und Europa », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, vol. 28, no. 3 (1980), pp. 474-496.

que l'intégration à l'Ouest pourrait non seulement régler les problèmes de sécurité de l'Allemagne de l'Ouest mais aussi apporter une solution au « problème allemand » grâce à une politique occidentale commune de force, il devint vite évident, au plus tard lors de la deuxième crise de Berlin (1958-1962) et de la construction du Mur de Berlin (1961), que cette hypothèse était mal fondée. Adenauer dut reconnaître qu'une solution au « problème allemand » et, par conséquent, l'établissement d'un ordre de paix européen ne seraient possible que par l'établissement d'une politique de détente prudente mettant en jeu l'ensemble de l'Europe. Pour Adenauer cependant, une condition était essentielle à la détente : que l'Union soviétique, forcée de reconnaître la supériorité militaire, politique et économique de l'Ouest, renonce à toute prétention de pouvoir en Europe centrale, y compris en Allemagne de l'Est. La détente européenne et la marche vers la réunification allemande devaient donc être considérées comme les deux côtés d'une médaille.

La politique étrangère allemande de l'époque Adenauer fut par conséquent caractérisée par une attitude essentiellement suspicieuse de toute conception de la détente qui pourrait séparer l'Allemagne de l'Ouest de ses Alliés occidentaux et par là miner la sécurité ouest-allemande. Les concepts divers de « désengagement » militaire en Europe centrale des années cinquante (le Plan Eden, le Plan Rapacki) ainsi que les propositions soviétiques de neutralisation et de réunification de l'Allemagne tombaient dans cette catégorie³. De plus, la renonciation des États-Unis à la stratégie des « représailles massives », l'apparition de la doctrine de la « riposte flexible » et les initiatives américaines dans le domaine du contrôle des armements et de la détente – le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires (1963) et le traité de non-prolifération (1968) – contribuèrent par-dessus tout à nourrir les craintes ouest-allemandes d'être abandonné par l'Amérique ou de voir celle-ci, aux fins de sa propre sécurité, conclure un accord sur l'Allemagne avec les Soviétiques dans le cadre d'un nouveau « Potsdam »⁴.

La conscience qu'avait Adenauer de la possibilité d'un retour de l'Amérique à sa politique isolationniste d'autrefois le convainquit de la nécessité d'avoir une « position de réserve » sous forme d'une Europe unifiée. La composante européenne de la politique d'Adenauer se traduisit par son appui à la Communauté européenne de défense et, après 1958, par une coopération particulièrement étroite avec la France sous de Gaulle⁵. De Gaulle tenta à plusieurs reprises au cours des années soixante de persuader l'Allemagne de l'Ouest de se lancer dans une coopération militaire étroite avec la France afin de réaliser son « Grand Dessein » d'une « Europe européenne de l'Atlantique à l'Oural », indépendante, dans laquelle la République fédérale jouerait un rôle de premier plan en tant que partenaire « junior » de la France. Bien qu'Adenauer ne semblait pas indifférent à l'éventualité

3. Le plan du ministre britannique des Affaires étrangères Eden reposait sur la conclusion d'un pacte de sécurité entre les Alliés et l'Allemagne et sur la création d'une zone démilitarisée en Europe centrale, afin de faciliter la réunification allemande (1955). En 1957, le ministre des Affaires étrangères de Pologne, Rapacki, proposait la création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale.

4. H.P. SCHWARZ, « Adenauer's Ostpolitik » in W. Hanrieder, *op. cit.*, p. 129.

5. F. R. WILLIS, *France, Germany and the New Europe (1945-1967)*, London, Oxford University Press, 1968.

de bâtir une Europe indépendante ou une défense franco-allemande, telle qu'élaborée dans les propositions françaises d'une Union politique de l'Europe (Les « Plans Fouchet » de 1960-1962) ou dans le traité franco-allemand (1963), ces projets restèrent lettre morte⁶. Le fait que l'aile « atlantiste » dominante du CDU/CSU et les successeurs d'Adenauer – les chanceliers Erhard et Kiesinger – aient été convaincus que la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest se trouvait du côté de Washington et non de Paris, en fut la cause principale. Néanmoins, l'« axe » Paris-Bonn resta une option dans les politiques ouest-allemandes envers ses Alliés occidentaux⁷.

La conception qu'avait Adenauer de la sécurité – lier autant que possible la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest à celle de ses Alliés occidentaux afin d'éviter toute vacuité de pouvoir en Europe centrale, na pas qu'un simple intérêt historique. Elle fut à l'origine d'une nouvelle tradition dans la politique étrangère allemande qui a influencé le cours de la politique étrangère ouest-allemande jusqu'à aujourd'hui: alors que l'objectif principal de la politique allemande, de Bismarck à Hitler, avait été d'assurer à l'Allemagne un statut de grande puissance indépendante en Europe en évitant tout engagement unilatéral et définitif envers les autres nations, la raison d'être de la thèse d'Adenauer tenait précisément à la définition exclusive de l'« intérêt allemand » dans le cadre européen-atlantique, le dissociant clairement du concept d'État-nation⁸. Dès le début cependant, il n'était pas certain que ces politiques quelque peu « révolutionnaires » seraient couronnées de succès lorsque leurs conditions préalables sur la scène intérieure – le rejet du nationalisme dans la société allemande de l'après-guerre et un profond sentiment anti-communiste, renforcé par les expériences est-allemandes – comme sur la scène extérieure – la politique occidentale de fermeté – n'existeraient plus.

B — Les tendances nationalistes et pacifistes des années cinquante: La mise en cause de l'intégration occidentale

Les conceptions d'Adenauer en matière de sécurité au cours des années cinquante ne furent pas seulement l'objet des attaques du principal parti d'opposition, le SPD, mais aussi d'un fort mouvement de protestation réunissant des syndicalistes, des membres de l'Église protestante, des intellectuels de droite et de gauche et des étudiants. Leurs objections à la politique d'Adenauer étaient d'abord de nature pacifiste et nationaliste: l'intégration définitive de l'Allemagne de l'Ouest à l'Ouest et son réarmement mettraient en danger toute chance de réunification. Ils craignaient d'autre part que, dix ans seulement après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne ne se retrouve au sein d'un conflit armé⁹.

6. G. ZIEBURA, *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945*, Pfullingen, Neske, 1970, *passim*.

7. La question de savoir si la RFA devait ou non se lancer dans une coopération militaire étroite avec la France resta un point de controverse entre Chrétiens-démocrates « atlantistes » et « gaullistes ».

8. A. HILLGRUBER, « Kontinuität und Diskontinuität in der deutschen Außenpolitik von Bismarck bis Hitler », in *Großmachtpolitik und Militarismus im 20. Jahrhundert*, Düsseldorf, Droste, 1974, p. 16.

9. Pour analyse de ces tendances neutralistes, voir R. DOHSE, *Der Dritte Weg*, Hamburg, Holsten, 1974.

Les diverses solutions de rechange envisagées par les détracteurs d'Adenauer avaient comme objectif commun l'édification d'une Allemagne réunifiée vivant indépendamment des deux blocs en tant qu'État neutre. Dès la fin des années 1940, les critiques conservateurs avaient souligné le rôle traditionnel de « pont » politique et culturel entre l'Est et l'Ouest joué par l'Allemagne, rôle qui lui permettrait d'atteindre son objectif moral précis de stabiliser la paix en Europe. Pour atteindre ce but, une Allemagne réunifiée devrait rester non-alignée sur le plan militaire¹⁰.

En 1957-1958, lorsqu'il fut question de l'installation d'armes nucléaires sur le territoire ouest-allemand, le mouvement « Kampf dem Atomtod » (« Combattre la mort nucléaire ») réclama la réaction d'une zone dénucléarisée en Europe et une véritable politique ouest-allemande de détente, qui contribueraient à stopper la course aux armements¹¹.

Contrairement à Adenauer, les protagonistes de ces concepts de neutralisation s'accrochaient aux vieilles traditions de la politique étrangère allemande et demandaient, par conséquent, le rétablissement du Reich allemand au sein de ses frontières de 1937. Ils croyaient qu'une politique occidentale de détente par des concessions unilatérales permettrait de régler le « problème allemand ». Cette conviction reposait sur l'hypothèse optimiste suivant laquelle l'Union soviétique tolérerait une Allemagne unifiée démocratique dans le voisinage immédiat de sa propre sphère d'influence. Bien que ces conceptions de la détente n'aient que peu ou pas influencé la conduite de la politique étrangère ouest-allemande, le mouvement de protestation pacifiste et nationaliste des années cinquante montrait déjà que plusieurs Allemands, hors des grands partis, croyaient qu'une simple politique d'intégration à l'ouest ne suffisait pas à régler le problème très particulier de l'Allemagne.

C — À la recherche d'une « troisième voie » : L'évolution de la pensée du SPD en matière de sécurité

1. Du « neutralisme national » à l'« ordre de paix européen »

Afin de trouver un compromis entre la politique étrangère chrétienne-démocrate et les conceptions neutralistes-pacifistes, la politique de sécurité du SPD a subi de profonds changements depuis 1949, changements qui s'avèrent particulièrement intéressants en regard du débat actuel sur la sécurité et la détente au sein de ce parti.

L'objectif principal du SPD, le rétablissement du Reich allemand dans ses frontières de 1937, a largement déterminé les thèses de politique étrangère de ce

10. A. HILLGRUBER, *Deutsche Geschichte 1945-1975*, Hamburg, 1980, pp. 36-39. Un partisan important de cette idée fut le Chrétien-démocrate berlinois Jacob Kaiser qui plaida pour la recréation de l'Allemagne suivant les principes du « socialisme chrétien ». Ceci supposait le rejet de l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest à une fédération d'États capitalistes occidentaux.

11. Pour une analyse comparative de ces idées et de leur rapport au « Mouvement pour la paix » actuel, voir W.V. BREDOW, « Friedensbewegung und Deutschlandpolitik. Herkömmliche und neuartige Aspekte einer Themenverbindung », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 46/83, November 1983, pp. 34-46.

parti au cours de la première décennie d'existence de la République fédérale. Comme le SPD considérait qu'il était impossible d'atteindre cet objectif par l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest à une Europe de l'Ouest capitaliste dominée par les États-Unis, il rejeta les traités d'intégration de 1952 et 1954. Même s'il croyait que le problème de la sécurité allemande ne pourrait être résolu que par une coopération étroite avec les démocraties occidentales, il insista pour que cette coopération ne pose pas d'obstacle à l'éventualité de la réunification allemande et au développement indépendant de la nation allemande¹².

Si l'attitude résolument anti-communiste du SPD résulta d'abord en un soutien à la politique de force vis-à-vis de l'Union soviétique, l'influence croissante des tendances pacifistes à partir de 1952 entraîna le développement de notions de détente reposant sur l'idée d'un système européen de sécurité collective. En 1955, le SPD proposa l'intégration de l'Allemagne à un système européen de sécurité collective garanti par les Alliés afin de surmonter la division de l'Allemagne et de l'Europe. Le SPD réalisa cependant rapidement que les conceptions neutralistes n'étaient acceptées ni par les Alliés occidentaux ni par les électeurs ouest-allemands. En 1959, après de houleux débats internes, le SPD rejeta sa politique de sécurité antérieure en acceptant de reconnaître la participation de l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN. Il faut souligner que ce changement fondamental des politiques de sécurité sociales-démocrates au cours des années soixante fut facilité par les efforts déployés par les Américains pour améliorer les relations avec l'Est par des accords limités dans le domaine stratégique (le contrôle des armements), qui ne mettaient pas en cause les origines politiques du conflit Est-Ouest¹³. Alors que le CDU/CSU considérait potentiellement dangereux les accords bilatéraux de contrôle des armements entre l'Union soviétique et les États-Unis, tel le traité d'interdiction partielle, parce qu'ils pourraient avoir comme conséquence de « découpler » les questions de réunification et de sécurité allemandes des problèmes dominants de la politique américaine, le SPD les estimait essentiels à la mise en oeuvre d'une politique visant à préserver la paix par la dissuasion. Pour le SPD, la sécurité ne pouvait être assurée que par une combinaison de défense et de détente¹⁴.

Ce volte-face de la politique de sécurité du SPD était étroitement lié à la conception qu'avait ce parti de l'« Ostpolitik » allemande. Cette « Ostpolitik », formulée au début des années soixante par des hommes politiques comme W. Brandt, E. Bahr et H. Wehner, était fondée sur la reconnaissance de l'impossibilité, depuis la construction du Mur de Berlin sinon avant, d'un changement non violent du statu quo en Europe, et donc de la division de l'Allemagne. Après l'échec de la politique de force, l'Allemagne devait maintenant consacrer ses énergies à transformer la confrontation Est-Ouest en une coexistence pacifique bien ordonnée des États européens au sein d'un Ordre de paix européen. Ceci exigeait en retour la prise en

12. Ce fut la thèse de celui qui fut le grand rival d'Adenauer jusqu'en 1952, le social-démocrate K. Schumacher. Voir A. HILLGRUBER, *op. cit.*, pp. 48-49.

13. L. WILKER, *Die Sicherheitspolitik der SPD 1956-1966*, Bonn-Bad Godesberg Verlag Neue Gesellschaft, 1977, pp. 130-155.

14. Sécurité et Détente sont aussi devenues la politique officielle de l'OTAN à la suite de l'adoption du fameux « Rapport Harmel » en 1967.

compte des intérêts de sécurité des autres parties et l'acceptation du statu quo européen par une politique de non-agression. À long terme, l'accroissement des relations culturelles et économiques rendrait possible un changement dans les relations Est-Ouest (le « changement par le rapprochement »). On espérait que cette politique évacuerait le caractère idéologique du conflit Est-Ouest et entraînerait une convergence d'intérêts qui fournirait en définitive une solution au problème de la division de l'Europe¹⁵. De toute évidence, cette politique, qui réfutait le principe d'Adenauer de lier la détente européenne à des progrès réels vers la réunification allemande, présupposait une politique générale de détente entre les deux superpuissances.

Cette thèse de la « sécurité par la normalisation » et du « changement par le rapprochement » devint le centre de l'« Ostpolitik » lorsque, en 1969, la coalition sociale-démocrate/libérale dirigée par W. Brandt prit le pouvoir. Bien que la reconnaissance du statu quo européen, par les fameux traités avec l'Est entre la République fédérale et l'Union soviétique, la République démocratique allemande, la Pologne et la Tchécoslovaquie, ait été nécessaire à la politique de détente des années 1970, et notamment au processus de la CSCE, aux négociations MBFR et aux SALT, elle souleva certaines réticences chez les Alliés de l'Allemagne de l'Ouest : ils craignaient que l'Allemagne de l'Ouest ne sous-estime la menace potentielle que constituait l'Union soviétique et qu'elle ne cherche à jouer une politique de bascule entre l'Est et l'Ouest¹⁶. Ces « craintes à la Rapallo » d'une dissociation de l'Allemagne de l'Ouest de l'Alliance furent renforcées par les modèles de sécurité sociaux-démocrates comme le plan de E. Bahr en vue d'un système européen de sécurité collective dont les membres auraient compté l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ainsi que l'Allemagne de l'Ouest, le Danemark et le Benelux. Ce système européen de sécurité collective, après le retrait des troupes de l'OTAN et du Pacte du Varsovie d'Europe centrale et la dissolution des Alliances, aurait été garanti – semblable dans ses intentions au Pacte de Locarno de 1925 – par les puissances nucléaires. Ces velléités de dépasser les structures du « containment » étaient fondées sur l'hypothèse, rejetée par Adenauer, suivant laquelle la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest pouvait être garantie sans la présence de troupes alliées en Europe centrale mais en coopération étroite avec l'Union soviétique¹⁷. Bien que le plan de Bahr ne soit pas représentatif des objectifs qui sous-tendent l'« Ostpolitik », il montre que l'aide gauche du SPD, en particulier, concevait la détente comme une condition préalable à l'élargissement du champ d'action de l'Allemagne à l'Est et à l'Ouest. De toute évidence, les vieilles traditions de la politique étrangère allemande restaient bien vivantes.

15. Pour une analyse de la nouvelle « Ostpolitik », voir surtout W. GRIFFITH, *The Ostpolitik of the Federal Republic of Germany*, Cambridge (Mass.), M.I.T. Press, pp. 173-225.

16. H. KISSINGER, *White House Years*, Boston, Little Brown, 1979, p. 409 : « It seemed to me that Brandt's new Ostpolitik, which looked to many like a progressive policy of quest for détente, could in less scrupulous hand turn into a new form of classic German nationalism. From Bismarck to Rapallo it was the essence of Germany's nationalist foreign policy to maneuver freely between East and West. »

17. Pour analyse de la pensée d'Egon Bahr, voir W. F. HAHN, « West Germany's Ostpolitik: The Grand Design of Egon Bahr », *Orbis*, vol. 16, no. 4 (1973), pp. 859-880.

2. Une version pragmatique de la « détente »

Une réorientation de la politique étrangère ouest-allemande survint à l'époque des désillusions des relations Est-Ouest (le réarmement nucléaire soviétique, les interventions soviétiques en Afrique, en Asie de l'Est, en Afghanistan, etc.), au cours de la seconde moitié des années soixante-dix. Le successeur de W. Brandt depuis 1974, H. Schmidt, ne partageait pas sa vision optimiste de changement possible des structures de la sécurité européenne par la détente. La conviction que seul un équilibre du pouvoir approximatif entre les Alliances pourrait garantir la paix en Europe sous-tendait la politique étrangère de Schmidt. Schmidt pratiquait donc la politique d'une « association fiable » (« *Reliable partnership* ») avec les États-Unis. Cependant, il croyait que l'équilibre militaire devait être stabilisé par un dialogue politique permanent entre l'Est et l'Ouest (CSCE), par des négociations sur le contrôle et la réduction des armements (MBFR, SALT) et par la coopération économique. Schmidt considérait donc la détente, même après la crise afghane, comme un instrument politique indispensable à la stabilité du fragile équilibre du pouvoir¹⁸. C'est pourquoi il rejeta les politiques américaines qui auraient pu mettre en péril les réalisations de la politique de détente. La politique des droits de l'homme de Carter et le retour à une politique de force sous Reagan tombaient dans cette catégorie. Le rejet, par Schmidt, du « neo-containment » et de dogmes comme l'indivisibilité de la détente – sur lesquels repose la politique étrangère américaine depuis l'élection de R. Reagan à la présidence des États-Unis – fut la cause d'importants malentendus germano-américains depuis 1979, en particulier sur la question d'un boycott occidental commun envers l'Est. Étant donné l'importance du commerce Est-Ouest dans la politique de détente sociale-démocrate, il n'est pas surprenant que Schmidt n'ait pas voulu briser le dialogue politique avec l'Union soviétique en limitant le commerce Est-Ouest. De plus, il considérait que les sanctions économiques ne constituaient pas un moyen approprié pour affaiblir politiquement et économiquement l'Union soviétique. Pour l'administration Reagan cependant, le commerce Est-Ouest constituait l'un des éléments d'une stratégie de détente inefficace par laquelle l'Ouest avait tenté de lier économiquement et politiquement l'Union soviétique. L'opposition ouest-allemande à la politique de sanctions économiques envers l'Est inquiétait donc Washington qui craignait que la dépendance croissante de l'Allemagne de l'Ouest envers l'Union soviétique ne résulte en une auto-finlandisation ou une neutralisation de la République fédérale¹⁹. Malgré les pressions politiques exercées par Washington sur Bonn, l'Allemagne de l'Ouest ne se joignit pas à la politique américaine de boycott. Au contraire, Schmidt entreprit après 1980 une offensive diplomatique Est-Ouest, s'efforçant de jouer le rôle d'interprète entre les superpuissances afin qu'elles rétablissent le dialogue.

Schmidt demeurait toutefois convaincu de l'importance de la puissance militaire pour la poursuite d'une politique de détente. Son attitude envers la question du déploiement des nouveaux missiles américains en Europe, qui devint la question

18. H. SCHMIDT, « A Policy of Reliable Partnership », *Foreign Affairs*, vol. 59, no. 4, 1981, pp. 743-755.

19. A. M. LE GLOANNEC, « La République fédérale d'Allemagne: Finlandisation ou germanisation », *Commentaire*, vol. 4, no. 4, 1981, pp. 204-213.

centrale de la politique étrangère en Allemagne à partir de 1980, en témoigne. Schmidt fut à l'origine de la fameuse double décision de décembre 1979 de l'OTAN et l'a soutenue parce qu'il considérait le déploiement unilatéral de nouvelles armes nucléaires de portée intermédiaire (les SS-20) par l'Union soviétique comme une menace politique envers l'Allemagne de l'Ouest et l'Europe occidentale: d'abord, l'Allemagne de l'Ouest pourrait être victime de chantage politique parce qu'elle ne pourrait résister à la puissance ainsi étalée par les Soviétiques en Europe centrale; deuxièmement, les missiles soviétiques SS-20 augmentaient le danger d'un « découplage » militaire et politique de l'Allemagne de l'Ouest et des États-Unis, car ces derniers pourraient hésiter à riposter avec leurs propres armes nucléaires intercontinentales à une attaque nucléaire limitée de l'Union soviétique en Europe centrale, puisque ceci les mettrait eux-mêmes en danger²⁰. Cette menace qui pesait sur l'autonomie politique ouest-allemande et sur la crédibilité de la dissuasion occidentale devait être éliminée, que ce soit par la négociation – et par conséquent par le désarmement soviétique – ou, si le besoin s'en faisait sentir, par le déploiement d'armes nucléaires « de théâtre » occidentales. Schmidt conservait ainsi la règle sur laquelle était fondée la politique de sécurité d'Adenauer: empêcher l'avènement d'une vacuité de pouvoir dangereuse en Europe centrale.

Les tentatives faites par Schmidt pour réconcilier détente et défense à l'ère du « neo-containment » soulevèrent la désapprobation de larges couches de son parti. Les partisans de la détente au sein du SPD, et de son aile gauche surtout, considéraient la décision de Bruxelles de l'OTAN comme l'un des éléments de la nouvelle politique américaine de « containment » hostile à la politique de détente sociale-démocrate. Plusieurs sociaux-démocrates ne croyaient pas que le déploiement de nouveaux missiles américains en Europe de l'Ouest soit nécessaire parce qu'ils n'étaient pas convaincus du caractère expansionniste de la politique soviétique. Enfin, il faut souligner que l'opposition sociale-démocrate à la politique américaine de sécurité n'était pas suscitée seulement par la rhétorique anti-soviétique du président Reagan, mais aussi par sa politique intérieure et économique que plusieurs sociaux-démocrates jugeaient néo-conservatrice et anti-sociale²¹. En 1982, la résistance, au sein du parti, envers la double décision de l'OTAN prit des proportions telles que le chancelier Schmidt dut gouverner sans l'appui de son propre parti. Cette situation difficilement tolérable amena les partenaires du SPD dans la coalition, les Libéraux du ministre des Affaires étrangères Genscher, à quitter la coalition en octobre 1982, pour former un nouveau gouvernement avec les Chrétiens-démocrates. La tentative de Schmidt pour réconcilier les conceptions sociales-démocrates de la détente et les conditions d'une association fiable avec les États-Unis peut donc être considérée comme ayant été un échec.

20. Schmidt fut l'un des premiers parmi les hommes politiques occidentaux à percevoir la nature particulière du danger représenté par les nouveaux missiles soviétiques. Voir son discours à l'International Institute for Strategic Studies à Londres en octobre 1977, dans *Survival*, janvier/février 1978. Les craintes de Schmidt d'une « séparation » (« decoupling ») des États-Unis étaient soulevées par le débat, aux États-Unis même, sur la question d'une participation nucléaire américaine additionnelle en Europe. Voir par exemple H. KISSINGER, « The Future of NATO, in K. A. MYERS (ed.), *NATO: The Next Thirty Years*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, pp. 3-19.

21. W. WAGNER, « Der Regierungswechsel in Bonn, Außenpolitische Kontinuität nach Kanzlersturz und vorzeitigen Neuwahlen », *Europa-Archiv*, vol. 38, no. 5, 1983, pp. 157-164. A. FRISCH, « La bataille allemande des Euromissiles », *Documents*, vol. 39, no. 5, 1983, pp. 19-27.

II – LE DÉBAT ACTUEL; VERS DE NOUVELLES DÉFINITIONS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉTENTE ?

La fin de l'époque sociale-libérale et la prise du pouvoir par la coalition chrétienne-démocrate/libérale se produisirent dans une période de déstabilisation interne en République fédérale, caractérisée par l'apparition d'un nouveau mouvement de masse pacifiste et par un nouveau parti écologique, les « Verts ». La remise en cause radicale de la politique de sécurité occidentale entreprise par ces mouvements, le rejet toujours plus catégorique, par le SPD, de la décision de Bruxelles de l'OTAN et de la conception de sécurité qu'elle véhicule, ainsi que l'incertitude planant sur la politique future du nouveau gouvernement incitèrent plusieurs observateurs à se demander si les vieilles définitions de la sécurité et de la détente étaient encore appropriées à la politique étrangère ouest-allemande. Notre analyse du débat actuel sur la politique de sécurité ouest-allemande tente de répondre à cette question.

A — Le « Mouvement pour la paix » ouest-allemande et les Verts : Une réapparition du pacifisme et du nationalisme ?

Les Alliés virent avec stupéfaction et inquiétude apparaître en 1980 un mouvement de masse pacifiste comptant 1,5 à 3 millions de personnes, surtout des jeunes, qui s'opposa au déploiement de nouveaux missiles américains en Allemagne de l'Ouest. L'opposition à la décision de l'OTAN d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de la République fédérale, était particulièrement inquiétante pour les Alliés qui considéraient la mise en oeuvre de la décision de Bruxelles comme un test de l'unité de l'Alliance et de la loyauté de l'Allemagne de l'Ouest envers celle-ci. Même si le « Mouvement pour la paix » a perdu de l'élan en tant que mouvement de masse à la suite de la décision du parlement de déployer les missiles américains en Allemagne de l'Ouest, l'examen des thèses et des causes qui furent à l'origine du mouvement reste nécessaire à la compréhension des discussions actuelles sur la politique étrangère ouest-allemande²².

Il faut d'abord souligner que le « Mouvement pour la paix » regroupe bon nombre de tendances hétérogènes : des groupes de gauche comme les communistes, les syndicalistes et les sociaux-démocrates, des chrétiens et des pacifistes, et enfin les nouveaux « mouvements sociaux » que sont les Verts, les regroupements de citoyens, les groupes de femmes, etc.²³. Tous ces groupes revendiquent principalement le désarmement global et, en particulier, la renonciation au réarmement nucléaire en Occident. De larges couches du « Mouvement pour la paix » estiment que la politique de sécurité occidentale actuelle vise à assurer à l'Ouest une

22. Pour une analyse du « mouvement pacifiste », voir G. SCHMID, *Sicherheitspolitik und Friedensbewegung. Der Konflikt um die Nachrüstung*, Munich, 1982; J. BOUTWELL, « Politics and the Peace Movement in Germany », *International Security*, vol. 7, no. 4, 1983, pp. 72-92; W. E. GRIFFITH, « Bonn and Washington: From Deterioration to Crisis », *Orbis*, vol. 26, no. 1, 1983, pp. 117-133.

23. G. SCHMID, « Die Friedensbewegung in der Bundesrepublik Deutschland », *Europäische Wehrkunde*, nr. 12, 1983, pp. 586-588.

supériorité militaire sur l'Union soviétique. Compte tenu des discussions américaines internes sur la possibilité de tenir une guerre limitée en Europe, ils croient que le déploiement de nouveaux missiles américains en Europe n'est qu'un prétexte à la mise en place d'une capacité américaine de première frappe qui permettrait de « décapiter » l'Union soviétique. Le « Mouvement pour la paix » soutient, par conséquent, que la menace à la sécurité allemande provient plus des missiles américains que des SS-20 soviétiques.²⁴

Le « Mouvement pour la paix » n'est pas qu'un simple mouvement de protestation contre une politique de sécurité occidentale précise, mais aussi une sorte de mouvement de protestation religieux. La nature chrétienne de nombreux groupes qui font partie du mouvement justifie leur rejet du réarmement nucléaire. C'est par-dessus tout cette moralisation en quelque sorte typiquement protestante de la politique (l'éthique des fins absolus) qui donne de la rigueur au mouvement pacifiste²⁵.

Le « Mouvement pour la paix » ne reconnaissant pas pour cause de la course aux armements nucléaires les antagonismes idéologiques et politiques qui séparent les démocraties occidentales et les régimes communistes de l'Est, les doctrines de politique étrangère qu'il préconise s'écartent fondamentalement de la tradition de politique étrangère ouest-allemande. Les Verts, par exemple, revendiquent le désarmement unilatéral de l'Ouest, la renonciation à la stratégie de dissuasion nucléaire et la création d'une zone dénucléarisée. À long terme, ils sont partisans d'un retrait de l'Allemagne de l'Ouest de l'OTAN. Les Verts et une grande partie du « Mouvement pour la paix » estiment que de telles concessions unilatérales de la part de l'Ouest obligeraient doucement l'Union soviétique à réduire elle-même ses armements. Ils espèrent que ce processus de désarmement global serait renforcé par les mouvements pacifistes des pays de l'Est, tel le mouvement pacifiste religieux est-allemand, qui fait l'objet de répression, « Swords to Ploughshares »²⁶. Pendant la période de transition nécessaire à l'établissement d'un ordre pacifique européen, la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest serait garantie par une armée conventionnelle ou par des stratégies de « résistance passive » contre un agresseur éventuel²⁷.

Les idées reposant sur des principes comme le non-alignement, la neutralité et la réunification sont similaires aux thèses « vertes ». Ces conceptions ont été élaborées principalement par des publicistes et des scientifiques non-orthodoxes de gauche. Ils souhaitent la création d'une Allemagne réunifiée et indépendante ayant

24. Cette évaluation de la situation stratégique est influencée par certaines tendances de la Recherche sur la paix. Voir J. JOFFE (ed.), *Friede ohne Waffen? Der Streit um die Nachrüstung*, Munich, 1981.

25. E. EPPLER, *Die Tödliche Utopie der Sicherheit*, Reinbek 1983. Eppler, homme politique social-démocrate et protestant, est le principal représentant de l'aile chrétienne du « mouvement pacifiste ».

26. Il n'est pas de notre propos d'analyser ici le problème du mouvement pacifiste est-allemand. Voir l'étude de R. D. AZMUS, « Is there a Peace Movement in the GDR? », *Orbis*, vol. 27, No. 2, 1983, pp. 301-343.

27. On trouvera un résumé des stratégies de sécurité alternatives dans « Frieden schaffen mit anderen Waffen », Reinbek, 1983.

un système politique socialiste se situant à égale distance entre le capitalisme occidental et le communisme soviétique orthodoxe. Les protagonistes de ces idées de neutralisation, comme le philosophe d'origine est-allemande R. Bahno, préconisent l'établissement d'une zone dénucléarisée et le retrait des États allemands de leurs alliances. Une réunification subséquente serait aussi facilitée²⁸.

Bien que ce « neutralisme national » ou « nationalisme de gauche » ait des partisans éminents, il ne faudrait pas identifier ces thèses au « Mouvement pour la paix » en général. Au contraire, le mouvement pacifiste est un mouvement de masse, qui repose beaucoup plus sur la crainte d'un holocauste nucléaire que sur des concepts théoriques sur la réunification. Bien que les diverses idées de neutralisation mises de l'avant par le mouvement pacifiste ressemblent aux idées de neutralisme apparues au cours des années cinquante pour favoriser la réunification allemande, le mouvement pacifiste ne devrait pas être considéré comme le symptôme de la renaissance du nationalisme pan-germanique.

Si l'on examine de plus près l'idéologie et les composantes sociales du « Mouvement pour la paix », il semble plutôt constituer le symptôme du changement de la culture politique ouest-allemande, touchant surtout les jeunes. Ce changement prit place après la révolte étudiante anti-libérale et anti-capitaliste de 1968, qui avait beaucoup influencé la pensée politique ouest-allemande au cours des années soixante-dix. Pendant les années soixante-dix cependant, la révolte de la jeune génération contre certaines structures sociales et politiques des sociétés occidentales ne s'extériorisait plus exclusivement sur les campus. La formation des soi-disant « nouveaux mouvements sociaux » que sont les regroupements de citoyens, le mouvement écologique et anti-nucléaire et finalement le nouveau parti écologique, qui constituèrent une opposition fondamentale au système de partis existant, témoigne de l'élargissement de cette révolte à des couches beaucoup plus importantes de la société ouest-allemande. Tous ces « mouvements sociaux » qui forment une base sociologique importante du « Mouvement pour la paix » s'insurgent avec véhémence contre le matérialisme et l'hédonisme, le libéralisme et le pragmatisme de la société de consommation. Contrairement au mouvement de protestation de 1968, cette révolte ne tire pas sa justification d'une critique néo-marxiste, mais de valeurs « post-matérialistes » comme l'auto-réalisation, la solidarité, « Heimat », la nature et la paix. L'impact d'une telle conscience collective post-matérialiste pourrait être comparé à une « révolution silencieuse » (R. Inglehart)²⁹ : elle suppose surtout une remise en cause radicale de la foi au progrès technologique et au capitalisme occidental. Cette sorte de pessimisme culturel anti-occidental, profondément ancré dans l'histoire de la pensée allemande, est également porteur d'une critique de la démocratie représentative, souvent considérée comme une démocratie formelle sans véritable légitimité à la « base » et sans capacité réelle à régler les problèmes. Bien entendu, ce jugement sur les sociétés

28. G. SCHMID, *op. cit.*, pp. 50-52.

29. R. INGLEHART, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton (N.J.), Princeton University Press 1977, *passim*; W. E. GRIFFITH, *op. cit.*, pp. 117-129.

occidentales était également accompagné d'une diminution de l'anti-communisme chez la plupart des jeunes³⁰.

Si l'on compare le mouvement pacifiste au mouvement général de protestation des années soixante-dix, on peut constater que les deux partagent non seulement une assise sociologique similaire, mais aussi des caractéristiques idéologiques importantes: une attaque véhémement des États capitalistes occidentaux, une vision optimiste des systèmes communistes, une méfiance envers les structures politiques établies et la demande d'une réorientation fondamentale de la politique ouest-allemande. Une telle homologie révèle que le « Mouvement pour la paix » dépend en grande partie du mouvement général de protestation. Le mouvement pacifiste ne traduit donc pas seulement une critique isolée d'une politique occidentale de sécurité précise et de certaines traditions de la politique étrangère ouest-allemande, mais il remet également en cause l'identité politique sur laquelle repose ces traditions, comme l'intégration occidentale et l'anti-communisme. Bien que les idées véhiculées par le mouvement pacifiste ne soient en aucune façon représentative de celles de la société ouest-allemande dans son ensemble, son existence même est symptomatique du problème toujours vivant de l'identité nationale et politique allemande³¹. Au risque d'exagérer, il est possible d'affirmer que ni le supranationalisme prédominant dans la politique étrangère ouest-allemande depuis l'ère Adenauer ni le mythe de la croissance économique et du progrès technologique n'ont suffi à doter l'Allemagne de l'Ouest d'une identité politique nouvelle, nécessairement non nationale. Le « Mouvement pour la paix », avec ses tendances neutralistes et en quelque sorte anti-occidentales, constitue une nouvelle preuve de ce problème fondamental de la culture politique ouest-allemande.

Il est difficile pour l'instant d'évaluer l'impact qu'aura le « Mouvement pour la paix » sur la politique étrangère ouest-allemande; il est clair toutefois, comme le montrent les discussions actuelles au sein du SPD sur les stratégies de sécurité possibles, que ses idées continueront à influencer les débats sur la sécurité et à nourrir les craintes des Alliés et les espoirs des Soviétiques quant à l'éventualité d'un neutralisme ouest-allemand.

B — La thèse d'une « association de sécurité avec l'Est » : Un retour aux conceptions optimistes de la détente ?

La position du SPD sur la politique allemande envers l'Alliance reste encore assez obscure, le parti étant en période de réorientation à la suite de la défaite électorale de mars 1983, période caractérisée par de violentes discussions sur les positions sociales-démocrates futures à l'endroit des questions de politique atlanti-

30. G. SCHMID, « Zur Soziologie der Friedensbewegung. Strukturmerkmale-Inhalte-Folgewirkungen » in D.S. LUTZ (ed.), *Sicherheitspolitik am Scheideweg?*, Bonn, 1982, pp. 745-771.

31. G. LANGGUTH, « Bundeswehr, NATO, Freundschaft mit den USA: In der jungen Generation nicht mehr gefragt? », *Politische Studien*, vol. 34, 1983, pp. 625-633. Selon des sondages récents, 74% des répondants allemands préféreraient subir le risque d'une guerre que de se soumettre à la domination soviétique. Seulement 57% des Français, 51% des Danois et 48% des Italiens émettent cette opinion!

que. La première initiative du parti après la prise du pouvoir par la coalition chrétienne-démocrate/libérale fut de rejeter la double décision de l'OTAN au cours du congrès du parti en novembre 1983. La décision de rejeter un élément essentiel de la politique de sécurité de l'ancien chancelier Schmidt – qui jouissait de l'appui de sociaux-démocrates éminents comme le président W. Brandt, le leader parlementaire H. J. Vogel ou l'expert sur le désarmement du parti E. Bahr – reposait essentiellement sur la conviction suivant laquelle l'aspect négociation de la décision de Bruxelles n'avait pas été mis en oeuvre parce que les États-Unis n'avaient pas épuisé les possibilités de s'entendre avec les Soviétiques aux négociations INF de Genève. À cause de cette critique acharnée de la politique américaine, de la reconnaissance officielle du « Mouvement pour la paix » par les leaders sociaux-démocrates et de la participation de plusieurs membres du SPD, surtout des jeunes, aux activités du « Mouvement pour la paix », plusieurs observateurs se sont demandés si le PD ne revenait pas aux vieilles conceptions de neutralisme des années cinquante. Ces craintes sont renforcées par certaines idées qui font actuellement l'objet de discussion au sein du parti, comme l'« association de sécurité avec l'Est », « la sécurité commune » ou l'« auto-affirmation » de l'Europe³².

À la base du modèle de sécurité alternatif et controversé qu'est l'association de sécurité avec l'Est se trouve l'hypothèse selon laquelle la sécurité européenne à long terme ne peut être garantie par la confrontation des blocs, mais seulement par une sorte de système de sécurité collective qui réunirait les blocs et respecterait leurs intérêts de sécurité. Les partisans sociaux-démocrates d'un tel système de sécurité collective, comme W. Brandt et E. Bahr, estiment que les mesures propres à accroître la confiance (les « *Confidence Building Measures* ») et l'établissement d'une zone dénucléarisée en Europe centrale – ayant 150 km de part et d'autre de la ligne de démarcation divisant l'Europe – sont des étapes importantes vers la mise en place de nouvelles structures européennes de sécurité. La protection armée des États de la zone dénucléarisée – surtout la République fédérale et la République démocratique allemande – serait garantie par les alliances existantes et leurs forces conventionnelles et nucléaires. Ceci contribuerait à élever le seuil nucléaire, puisque ni les États-Unis ni l'Union soviétique ne risqueraient de mettre leur existence en péril pour un engagement limité, mais difficilement prévisible, en Europe³³.

Le SPD n'exige pas simplement une révision des structures européennes de sécurité, mais il remet aussi en question la stratégie de la riposte flexible. Les experts sociaux-démocrates soutiennent que cette doctrine n'est plus crédible parce que la miniaturisation des armes nucléaires (par exemple, la « bombe à neutrons ») aurait affaibli la dissuasion nucléaire, une guerre nucléaire limitée se révélant maintenant possible. La condition essentielle à la stratégie de la riposte flexible – l'imprévisibilité de la riposte occidentale à une attaque soviétique – ne serait donc

32. Voir le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19/20 novembre 1983. Pour une analyse de la situation générale du SPD après sa défaite électorale, voir L. C. WHETTON, « The West-German Left in Opposition », *The World Today*, vol. 59, no. 6 (1983), pp. 216-223.

33. E. BAHR, « Sozialdemokratische Sicherheitspolitik », *Die Neue Gesellschaft*, vol. 30, nr. 2, 1983, pp. 105-110; « Gemeinsame Sicherheit. Gedanken zur Entschärfung der nuklearen Konfrontation in Europa », *Europa-Archiv*, vol. 37, nr. 14, 1983, pp. 421-430; « La politique de sécurité de la RFA », *Politique étrangère*, vol. 47, nr. 2, 1982, pp. 457-467.

plus remplie. Le SPD préconise alors le développement de nouvelles stratégies occidentales défensives que l'Est ne pourrait prendre pour les préparatifs d'une attaque occidentale. Il réclame donc la renonciation occidentale à l'emploi en premier d'armes nucléaires et au développement et au déploiement d'« armes de théâtre »³⁴. De toute évidence, une telle réorientation de la stratégie occidentale exigerait un renforcement des forces conventionnelles. Le SPD souligne que ces mesures stratégiques devraient reposer sur des accords politiques, comme la conclusion d'un nouveau traité de non-agression et l'instauration d'une coopération économique et culturelle entre l'Est et l'Ouest. Le désengagement nucléaire en Europe centrale serait ainsi stabilisé par l'entrelacement des intérêts³⁵.

Le concept de sécurité commune doit être examiné dans le contexte idéologique d'une « Europe européenne », qui domine de façon croissante les commentaires officiels des dirigeants du SPD. Ces derniers soutiennent qu'une « Europe européenne » réunissant l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est ne pourra se faire tant et aussi longtemps que les superpuissances rivales continueront à tenir le rôle de puissances hégémoniques en Europe. Leur influence en Europe doit donc être considérablement réduite. En termes concrets, ceci signifie surtout un renforcement du « pilier » européen de l'Alliance atlantique, par exemple par une coopération stratégique plus étroite entre l'Allemagne de l'Ouest et la France ou par une revitalisation de l'Union de l'Europe occidentale. Ce processus d'émancipation des États ouest-européens de la tutelle américaine entraînerait un processus similaire en Europe de l'Est et faciliterait donc la détente globale³⁶.

Évidemment, ce concept d'une « Europe européenne » repose sur les idées qui étaient à la base de la nouvelle « Ostpolitik » du début des années soixante-dix, et ce n'est pas par hasard s'il est préconisé principalement par les vieux défenseurs de la détente, tels W. Brandt, E. Bahr ou H. Ehnke. Comme l'« Ostpolitik », le concept actuel vise l'élargissement de la marge de manoeuvre allemande par la diminution de l'influence américaine en Europe. Ceci rendrait possible une politique allemande plus indépendante à l'endroit des États de l'Est, surtout envers la République démocratique allemande et l'Union soviétique: bien que le modèle de « sécurité commune » – comme le plan Bahr de 1968 dont il fut question plus haut – n'ait pas comme objectif le retrait de l'Allemagne de l'Ouest de l'OTAN, il permettrait à la RFA de jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest³⁷. On ne peut dire, pour l'instant, si ce concept est motivé par des ambitions pan-germaniques, comme l'était l'« Ostpolitik ». En dernière analyse cependant, le nouveau scénario social-démocrate des relations Est-Ouest repose, comme l'« Ostpolitik », sur l'argument suivant: les idéologies rivales ne joueront plus un

34. K. VOIGT, « Das Risiko eines begrenzten Nuklearkrieges in Europa », *Europa-Archiv*, vol. 36, nr. 6, 1982, pp. 151-160.

35. Entrevue avec l'expert sur la politique étrangère du SPD, H. J. Wischnewski, *Die Neue Gesellschaft*, vol. 29, nr. 3, 1982, p. 216.

36. H. EHMKE, « Sicherheitspartnerschaft », *Die Neue Gesellschaft*, vol. 30, nr. 2, 1983, pp. 110-114.

37. Il existe cependant, au sein du SPD, un petit groupe qui plaide pour le retrait de l'Allemagne de l'Ouest de l'OTAN. Un porte-parole de cette tendance est O. LAFONTAINE, *Angst vor den Freunden*, Hamburg, 1983.

rôle aussi déterminant dans l'élaboration des politiques étrangères et, par conséquent, un rapprochement entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est est autant réalisable que nécessaire³⁸.

Néanmoins, cette renaissance des conceptions optimistes de la détente et de l'« Ostpolitik » fait l'objet de controverse au sein du SPD. Certains, comme H. Schmidt, reprochent à ces vieilles-nouvelles idées de mettre en danger la fiabilité de l'Allemagne sur la scène internationale et la prévisibilité de la politique étrangère ouest-allemande: il n'est pas certain, en effet, que les États-Unis accepteraient d'assurer la responsabilité nucléaire entière pour un partenaire qui cherche à obtenir une plus grande indépendance envers l'Alliance pour mener sa propre politique est-européenne. De plus, la France se méfierait du concept social-démocrate de « sécurité commune »: d'une part, les hommes politiques français craindraient qu'une « ouverture vers l'Est » dans la politique étrangère ouest-allemande ne découle d'une association de sécurité avec l'Est; d'autre part, la France n'est pas encore prête à accepter certaines conditions essentielles à la « sécurité commune », comme l'inclusion des armes nucléaires françaises dans les négociations de réduction des armements. D'autres reprochent même aux concepts actuels de ne pas reconnaître que l'antagonisme entre la démocratie occidentale et l'absolutisme communiste est à l'origine du conflit Est-Ouest, par l'utilisation de formules comme la sécurité « commune » ou « l'association » avec l'Est. Cependant, l'influence de ce courant sur la formulation de la politique étrangère sociale-démocrate actuelle semble plutôt limitée³⁹.

Si l'on veut analyser les raisons qui sont à l'origine de la réapparition de la version optimiste des thèses sociales-démocrates sur la détente au cours des deux dernières années, il faut tenir compte de deux facteurs: il semble que l'influence des vieux praticiens de la détente comme le président W. Brandt et E. Bahr se soit considérablement accrue au sein du parti à la suite du départ du chancelier Schmidt. De plus, la politique du parti est passée de plus en plus sous la coupe d'une nouvelle génération d'hommes politiques qui commencèrent leur carrière politique à l'époque de la détente et pour qui la détente constitue un élément fondamental de l'identité politique du SPD.

Les liens établis entre le parti, les Verts et le mouvement pacifiste constituent probablement la cause la plus importante du changement d'attitude des sociaux-démocrates à l'égard des questions de sécurité. Les dirigeants du parti craignent de perdre une grande partie des jeunes électeurs, particulièrement importants pour le SPD, en adoptant une « ligne dure » dans les politiques de sécurité: les analyses des dernières élections indiquent que les pertes électorales du SPD coïncident avec l'émergence des Verts écologiques et pacifistes. La question de savoir si le parti devrait tenter ou non d'intégrer ces jeunes électeurs « post-matérialistes », comme il a intégré une grande partie de la génération de '68, ne fait pas l'unanimité au sein du parti. Une telle intégration ne serait possible que dans la mesure où le SPD lui-

38. Voir surtout le livre du social-démocrate P. BENDER, *Das Ende des ideologischen Zeitalters – Die Europäisierung Europas*, Berlin, 1981.

39. Le philosophe berlinois G. SCHWAN, « Die SPD und die westliche Freiheit », *Die Neue Gesellschaft*, vol. 30, nr. 10, 1983, pp. 929-933, est représentatif de ce groupe de critiques.

même accepterait, au moins en partie, les idées des Verts et du « Mouvement pour la paix »⁴⁰. Si cela était le cas, le SPD reviendrait probablement à ses idées de neutralisation des années cinquante, mentionnées plus haut. Cependant, on peut observer pour l'instant non pas un pacifisme social-démocrate, mais la réapparition des conceptions optimistes de la détente, que de larges couches du parti considèrent importantes pour assurer la légitimité de la politique sociale-démocrate.

C — L'idéologie du gouvernement fédéral: Un retour à Adenauer?

Contrairement au SPD, dont les conceptions reliées à la future politique de sécurité restent à définir, la coalition chrétienne-démocrate/libérale actuelle, dirigée par le chancelier H. Kohl et son ministre des Affaires étrangères H. D. Genscher, fait preuve – malgré des divergences d'opinion au sein de la coalition gouvernementale sur certaines questions – d'une stratégie relativement claire dans sa politique étrangère.

Cette stratégie est essentiellement déterminée par les efforts du gouvernement ouest-allemand en vue de rétablir la confiance des Alliés envers la fiabilité des politiques ouest-allemandes, confiance qui a été fortement ébranlée par le « Mouvement pour la paix » et par le rejet de la double décision de l'OTAN par le SPD⁴¹. C'est ce qui a incité, par exemple, le chancelier Kohl à faire des déclarations répétées sur l'engagement de l'Allemagne de l'Ouest envers l'Alliance et qui se manifeste par l'absence totale de critique à l'égard de la politique étrangère américaine, en général, et de la politique de négociation de l'Amérique à Genève, en particulier⁴². Là où Schmidt tentait de jouer le rôle d'interprète entre les superpuissances, les exhortant publiquement au dialogue, Kohl évite consciencieusement de tenir ce rôle qui pourrait donner l'impression que l'Allemagne de l'Ouest pratique une politique de balancier entre l'Est et l'Ouest. Ce soutien actif de la politique américaine découle probablement de l'inquiétude de Kohl de voir les États-Unis se désengager de l'Allemagne sur le plan nucléaire et conventionnel s'ils perçoivent un anti-américanisme latent au sein d'une grande partie du public ouest-allemand⁴³.

L'allégeance totale proclamée par le gouvernement fédéral envers le leadership américain résulte manifestement de la conception presque identique qu'ont les deux pays de la nature de la politique étrangère de l'Union soviétique. Comme l'Administration Reagan, le gouvernement du chancelier Kohl croit que l'Union soviétique cherche à établir son hégémonie sur l'Europe. Cette attitude trouve sa justification dans ce qui est considéré comme une lutte pour le pouvoir dans laquelle l'Union soviétique serait engagée afin de s'assurer une position dominante en Europe, et

40. Les négociations actuelles entre le SPD et les Verts sur la possibilité de former un gouvernement de coalition « vert-rouge » dans l'état fédéré de Hesse constituent l'indice d'une telle stratégie.

41. Voir la déclaration du chancelier Kohl devant le parlement fédéral le 4 mai 1983, in *Europa-Archiv*, vol. 37, nr. 16, 1983, pp. D307-315.

42. Contrairement à la France et à la Grande-Bretagne, le gouvernement Kohl n'a pas critiqué l'intervention américaine à la Grenade.

43. Voir le discours prononcé par Kohl à l'occasion du sommet franco-allemand de Paris, en janvier 1983, in *Europa-Archiv*, vol. 37, nr. 5, 1983, p. D162.

également dans la revendication à la domination mondiale qui fait partie de l'idéologie soviétique. Cette évaluation de la politique soviétique – fortement influencée par la tradition chrétienne-démocrate depuis Adenauer – a incité le chancelier Kohl à soutenir le retour à la politique de « containment » entrepris par l'Administration Reagan. Une analyse de l'attitude du gouvernement fédéral envers les problèmes de sécurité ouest-allemands et européens peut le démontrer.

La conviction que l'Union soviétique cherche – étant donné la parité militaire approximative qui existe entre les blocs – non pas à conquérir l'Europe centrale et l'Europe de l'Ouest par un conflit militaire, mais à amener graduellement l'Ouest à capituler sous la pression psychologique de la menace militaire et en exploitant le potentiel pacifiste considérable en Europe de l'Ouest, sous-tend la politique de sécurité actuelle ouest-allemande. Comme son prédécesseur H. Schmidt, le chancelier Kohl voit le déploiement des SS-20 et la supériorité militaire qu'ils confèrent à l'Union soviétique comme un élément essentiel de la « diplomatie de violence » soviétique⁴⁴, qui menace l'autonomie politique des États européens. Par conséquent, la riposte occidentale – le déploiement des Pershing A-II et des missiles de croisière – est considérée comme une simple, mais importante, nécessité politique entreprise pour empêcher l'Union soviétique d'exercer des pressions à sens unique sur l'Allemagne de l'Ouest, qui pourraient entraîner son « découplément » des États-Unis.

Étant donné cette évaluation de la situation stratégique, il n'est pas surprenant que le gouvernement fédéral rejette le concept de « sécurité commune » mis de l'avant par les Verts et le « Mouvement pour la paix » et qui repose sur une évaluation optimiste de la détente et des notions pacifistes. Dans l'esprit du gouvernement fédéral, le retrait des armes nucléaires d'Europe centrale n'éliminerait pas la menace nucléaire continue que pose l'Union soviétique. De plus, il considère potentiellement dangereuse la création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale, puisque les États-Unis, en particulier, ne seraient plus directement engagés dans un conflit qui surviendrait à la suite d'une attaque soviétique en Europe centrale. En définitive, l'Allemagne de l'Ouest se trouverait dans une sorte de vacuité de pouvoir qui pourrait entraîner la déstabilisation de l'équilibre européen du pouvoir⁴⁵.

Contrairement au SPD, le gouvernement Kohl continue également à soutenir la stratégie de la riposte flexible parce qu'une renonciation à l'emploi en premier des armes nucléaires (le « *first use* ») réduirait la crédibilité de la dissuasion occidentale dans le contexte de la supériorité de l'Est en forces conventionnelles. Bien entendu, le gouvernement fédéral croit éminemment souhaitable la hausse du seuil nucléaire par l'établissement de la parité entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie dans le domaine des forces conventionnelles. Cependant, comme la parité n'existe pas pour l'instant,

44. Voir le discours du ministre de la défense Wörner lors de l'assemblée de l'OTAN à Copenhague le 13 juin 1983, in *Europa-Archiv*, vol. 37, nr. 14, 1983, pp. D40-41. Pour une explication plus complète de cette stratégie soviétique, voir T. SCHELLING, *Arms and Influence*, New Havens, 1966, p. 6.

45. A. MERTES, « Friedenserhaltung – Friedensgestaltung. Zur Diskussion über Sicherheitspartnerschaft », *Europa-Archiv*, vol. 37, nr. 7, 1983, pp. 187-196. Le Dr. Mertes est ministre d'État au ministère des Affaires étrangères de Bonn.

elle ne peut être instaurée que par le réarmement de l'OTAN en forces conventionnelles ou le désarmement du Pacte de Varsovie. Compte tenu de l'échec des négociations MBFR jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral est porté à soutenir le réarmement conventionnel de l'OTAN, en particulier par l'introduction des nouvelles technologies⁴⁶.

L'appui actuel apporté par l'Allemagne de l'Ouest à une politique de « containement » ne signifie cependant pas une renonciation complète aux concepts de détente et à l'« Ostpolitik » élaborés au cours des années soixante-dix. Le chancelier Kohl a toujours affirmé que l'Allemagne de l'Ouest attache une importance particulière à l'amélioration de ses relations avec l'Europe de l'Est – dans le cadre fourni par les traités avec l'Est, les accords de la CSCE et les relations commerciales⁴⁷. Le gouvernement Kohl manifeste de cette manière sa volonté de poursuivre la politique de dialogue avec les États est-européens adoptée par ses prédécesseurs. Ceci ne doit surtout pas être pris pour acquis, les Chrétiens-démocrates s'étant à l'origine élevés contre les traités avec l'Est, les considérant comme une trahison des intérêts nationaux⁴⁸.

Les objectifs à court terme de l'actuelle « Ostpolitik » allemande sont moins ambitieux que ceux de l'« Ostpolitik » des Sociaux-démocrates et les concessions que le gouvernement Kohl est prêt à faire pour instaurer la détente plus limitées. Le gouvernement ouest-allemand actuel soutient que pour qu'il y ait une véritable détente en Europe, les principes de non-agression, d'auto-détermination et des droits de l'homme doivent être respectés aussi en Europe de l'Est. Cette conception de la détente ressemble à celle d'Adenauer en ce qu'elle nécessite un changement fondamental du statu quo en Europe de l'Est qui équivaut à l'exigence de progrès sur la question de la réunification allemande. Comme c'est loin d'être le cas, la politique étrangère ouest-allemande se consacre pour le moment à la stabilisation de l'équilibre du pouvoir et à la réduction de l'intensité du conflit par l'intermédiaire des mesures propres à rétablir la confiance (les « *Confidence Building Measures* »), de la réduction et du contrôle des armements et de la coopération économique et culturelle. Pour cette raison, le gouvernement fédéral considère la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe comme un moyen important d'atteindre ces objectifs⁴⁹. Néanmoins, il est peu probable que cette politique entraîne un changement fondamental des relations de l'Allemagne de l'Ouest avec l'Europe de l'Est et, en particulier, avec l'Allemagne de l'Est et l'Union soviétique. La volonté du gouvernement fédéral de faire des concessions sur des questions politico-économiques ne s'étend pas au-delà des limites que lui imposent ses propres intérêts de sécurité, qui sont définies exclusivement dans le cadre de l'Alliance. Ceci n'élimine pas la possibilité de désaccord entre l'Allemagne de l'Ouest et les Alliés sur les conséquences que pourraient avoir pour la politique de l'Alliance les relations commerciales de l'Allemagne de l'Ouest

46. Voir le discours du ministre de la Défense Wörner, *op. cit.*, pp. D40-41.

47. H. D. GENSCHER, « Towards an Overall Western Strategy for Peace, Freedom and Progress », *Foreign Affairs*, vol. 61, nr. 1, 1982, pp. 43-44.

48. Voir l'analyse de W. GRIFFITH, *Ostpolitik*, *op. cit.*, pp. 212-216.

49. Voir le discours du ministre des Affaires étrangères Genscher à l'ONU le 29 septembre 1983, in *Europa-Archiv*, vol. 37, nr. 22, 1983, pp. 644-646.

avec l'Europe de l'Est. En dernière analyse cependant, le gouvernement fédéral a rejeté une politique occidentale commune de sanctions à l'égard de l'Est pour des raisons avant tout économiques.

Le gouvernement Kohl n'est pas intéressé à s'aliéner les Alliés par une politique indépendante envers Berlin-Est ou Moscou. Même d'occasionnelles avances verbales, comme le discours du ministre des Affaires étrangères Gensher sur la responsabilité conjointe des deux États allemands pour le maintien de la paix en Europe, ne changent en rien la conviction profonde du gouvernement fédéral quant à la détente: celle-ci ne pourra se faire que sur la base d'une politique occidentale commune, et l'Allemagne de l'Ouest ne retirera rien d'incursions en solitaire dans le domaine des relations Est-Ouest. Encore une fois, on ne peut nier ici l'influence des principes de politique étrangère d'Adenauer⁵⁰.

L'un des facteurs explicatifs de la prudence de la politique étrangère ouest-allemande actuelle est certainement l'absence d'initiatives véritables en vue du renforcement du « pilier européen » de l'Alliance. Ceci signifie que la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Europe continuera à dépendre des États-Unis tant qu'il n'y aura pas de système de défense européen doté d'une force de frappe convaincante. Comme la situation précaire de la Communauté européenne ne permet pas de prévoir l'établissement d'un tel système pour l'avenir prévisible, Bonn ne fera pas de propositions visant à bouleverser la structure de l'OTAN. Les vieux concepts, comme l'idée de de Gaulle d'une communauté de défense nucléaire franco-allemande, ne semblent pas constituer un moyen efficace de renforcer l'indépendance de l'Europe à l'égard de l'Amérique, la France ne faisant toujours pas partie du commandement intégré de l'OTAN⁵¹. Les récents accords franco-allemands sur une coopération militaire et stratégique plus étroite ou les discours français sur le renforcement de l'Union ouest-européenne ne devraient être considérés que comme les préliminaires d'une politique européenne de sécurité⁵². Il semble toutefois qu'à l'époque du « neo-containment », les possibilités d'une politique européenne de sécurité plus indépendante et, par là, d'une politique allemande plus indépendante demeurent plutôt limitées.

Dans l'ensemble, la politique du gouvernement ouest-allemand actuel envers l'Alliance en est une de pragmatisme prudent, avec une orientation résolument atlantiste. Ce gouvernement a donc adopté la plupart des principes d'Adenauer: le « containment », la fiabilité de l'Allemagne de l'Ouest, le rejet du désarmement unilatéral et du désengagement nucléaire et une conception en définitive offensive de la détente. Précisément parce qu'il se sert des instruments de l'« Ostpolitik » des années soixante-dix, il fait montre de sa détermination à établir la prévisibilité de la politique ouest-allemande à l'Ouest et à l'Est.

50. H. G. GENSCHER, *op. cit.*, pp. 44-48.

51. J. KLEIN, « Mythes et réalités de la défense de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 48, no. 2, 1983, pp. 315-338.

52. K. SEITZ, « La coopération franco-allemande dans le domaine de la politique de sécurité », *Politique étrangère*, vol. 47, no. 4, 1982, pp. 979-987.

III — CONCLUSION

Le débat actuel, au sein de l'Allemagne, sur la politique de sécurité semble être une variation sur un thème fondamental de la politique allemande d'après-guerre : la formulation d'une définition adéquate de la relation entre sécurité et détente. L'analyse rétrospective de la politique ouest-allemande de sécurité depuis 1949 indique que les concepts qui sont au coeur des discussions ne sont pas nouveaux. Alors que le gouvernement chrétien-démocrate/libéral suit une politique quelque peu éclectique, dont les composantes principales sont la politique de « containment » d'Adenauer et un atlantisme catégorique, tout en retenant certains éléments « conservateurs » de l'« Ostpolitik » des années soixante-dix, l'association de sécurité avec l'Est prônée par le SPD n'est guère plus qu'une version retapée des conceptions optimistes de la détente du début des années 1970. Les Verts et le mouvement pacifiste ont adopté pour leur part les thèses mises de l'avant au cours des années cinquante par le mouvement de protestation nationaliste et pacifiste. Les facteurs qui ont présidé à la formation du mouvement de masse pacifiste actuel diffèrent cependant de ceux qui étaient à l'origine du mouvement pacifiste des années cinquante. La question de la réunification allemande ne jouant plus qu'un rôle mineur, l'émergence d'une conscience post-matérialiste – donnant la priorité absolue à des valeurs comme la paix – s'est avérée le facteur primordial du rejet de la politique de sécurité occidentale actuelle par la jeune génération.

On peut répondre par l'affirmative à la question de savoir si la politique étrangère ouest-allemande restera ou non un facteur prévisible au sein de l'Alliance. Le gouvernement actuel, soutenu par une nette majorité de l'électorat ouest-allemand, pratique une politique atlantiste. Même si le SPD se fait très critique de la politique de sécurité occidentale actuelle, il ne remet pas en question – à quelques exceptions près – l'Alliance elle-même. Le consensus fondamental entre les principales forces politiques est demeuré intact. La position future du SPD envers l'Alliance dépendra toutefois largement du rapprochement avec les Verts et le « Mouvement pour la paix ». Il faut souligner que l'influence de ces groupes sur le SPD peut diminuer en proportion de l'effritement de l'unité interne qui semble affecter ces nouvelles tendances politiques.

Les débats les plus récents sur la politique de sécurité allemande ont montré que la politique étrangère ouest-allemande reste encore déterminée par un dilemme qui a influencé la politique allemande et européenne depuis le Congrès de Vienne de 1815 : la contradiction entre l'auto-détermination nationale et un ordre supranational. Depuis 1815, ce dilemme s'est concentré sur la question cruciale de savoir s'il était ou non possible d'intégrer l'Allemagne à un ordre supranational, afin de stabiliser le fragile équilibre européen du pouvoir et éviter un hégémonisme allemand en Europe centrale. La décision d'Adenauer de renoncer à la tradition de la politique étrangère allemande – préserver le statut de grande puissance indépendante de l'Allemagne – par une politique d'intégration supranationale de l'Allemagne de l'Ouest semblait régler ce problème. Bien que cette politique ait contribué jusqu'à maintenant à prévenir une nouvelle guerre en Europe, l'apparition de tendances isolationnistes comme le « Mouvement pour la paix » montre que sa légitimation interne est devenue de plus en plus problématique : d'une part, l'extrê-

me fragilité de l'équilibre européen est devenue manifeste; d'autre part, les idéaux tangibles de la nouvelle tradition allemande de politique étrangère – l'europanisme et la croissance économique – ne constituent qu'un substitut à l'identité nationale perdue de l'Allemagne d'après-guerre et ont perdu beaucoup de leur attrait. La conscience des contradictions inhérentes du système du « containment » et l'absence d'une identité politique précise continueront à affecter l'évolution des conceptions optimistes de la détente ainsi que des tendances isolationnistes de la politique ouest-allemande. La mise en oeuvre d'une politique atlantiste-européenne en Allemagne de l'Ouest dépendra donc largement du progrès accompli dans le processus d'intégration européenne et du maintien de la crédibilité d'une politique de paix occidentale. [*Traduit de l'anglais*]